

La démocratie ou la dérive oligarchique et bureaucratique

Le mythe quasi sacralisé de la Révolution Française et de l'intouchable démocratie (centralisée et non participative) sont, pour cela des outils d'une puissance phénoménale pour cette « noblesse d'Etat », qui a confisqué le pouvoir en France depuis 1789. La Révolution Française et ses philosophes lumières sont, effectivement, des mythes fondateurs de la République. Il est vrai, en premier lieu, critiquable pour le peu d'objectivité historique dont ils ont fait l'objet jusqu'à aujourd'hui, pour des raisons que l'on comprend aisément (dogmes de la raison et de la modernité). [Burke](#), qui est un conservateur, a souligné le fort caractère idéologique de la Révolution Française, « il voyait dans celle-ci, la résultante de trois forces – pouvoir politique, rationalisme laïque, moralisme idéologique – qui en faisaient un mouvement unique » ([Nisbet](#)). [Tocqueville](#) reprenant [Burke](#) dit de la Révolution Française qu'« elle a inspiré le prosélytisme et fait naître la propagande » ; il parle d'un air de Révolution religieuse, d'une sorte de religion nouvelle sans Dieu sans culte et à fort caractère idéologique. [Michels](#) est le premier à critiquer la démocratie pour son centralisme patent et emprunte à la Révolution Française sa formulation de l'*oligarchie*. De même, [Léo Strauss](#), remarque, à juste titre, que les trois catégories fondamentales, distinguées par [Max Weber](#) (« traditionnelles, rationnelles, et charismatiques »), doivent beaucoup à la révolution et à ses effets sur l'ordre traditionnel. [Mosca](#), quant à lui, lui doit l'élaboration des principales caractéristiques de sa théorie du pouvoir.

Mais le sujet est délicat, car en faisant ce travail de rétablissement de certaines « vérités » historiques et de dénonciation d'une manipulation inacceptable, n'est-on pas en train de scier la branche sur laquelle nous sommes précisément assis ? Cette question de la dérive oligarchique de la démocratie mérite toutefois d'être posée. D'ailleurs, on peut s'interroger sur le fait que les totalitarismes du XXème Siècle, ont pris leur essor, à partir de régimes démocratiques (désolation, atomisation des masses qui se sentent inutiles, et solitude étant les conséquences directes du modernisme et le terreau du totalitarisme selon [H. Arendt](#)), et ont su utiliser de manière horrificante la bureaucratie et l'administration, traits caractéristiques du système démocratique. Attention, notre propos n'est nullement de donner les causes du

totalitarisme, qui en réalité sont trop complexes, et nullement modélisables. En effet, selon [Hannah Arendt](#), « des éléments ne causent probablement jamais rien. Ils deviennent des origines pour des événements si et quand ils cristallisent dans des formes fixes et définies. Alors – et alors seulement – on peut retracer leur histoire. L'événement illumine son propre passé, mais ne peut jamais en être déduit. ». [Hannah Arendt](#) veut dire par là, que le modèle causes/conséquences dit *constructiviste*, est proprement insuffisant pour expliquer l'histoire. C'est la raison pour laquelle, elle a fait, dans son ouvrage *Les origines du totalitarisme*, une analyse *phénoménologique* (c'est à dire, « revenir à la chose même », partir du phénomène pour tenter de l'appréhender) du concept de système totalitaire (qui renvoie à l'invention d'une fiction servie par la propagande et la terreur, la fiction d'une soumission intégrale aux lois de la nature dans le nazisme, ou à celle de l'Histoire dans le stalinisme.), et ainsi utilisé, précisément, le terme « origines », et non point « causes ». N'oublions pas que le système totalitaire représente dans l'histoire une nouveauté sans précédent par rapport aux tyrannies et aux régimes autoritaires antérieures à Hitler et Staline.

« Seule la force des valeurs morales et esthétiques, que les hommes continueront à considérer comme des limites à la pure rationalité, parviendra peut-être à éviter que celui-ci n'évolue vers une forme de rationalisation bureaucratique plus complète et même plus totalitaire », nous explique, [Max Weber](#). De même, c'est la rationalisation de l'économie opérée, entre autres, grâce aux progrès apportés par la comptabilité analytique, la rationalisation des méthodes de travail et la séparation progressive entre propriété et pouvoir politique (*dominium*) qui a, pour [Weber](#), donné naissance à ce que nous appelons *capitalisme*. Alors que pour [Marx](#), la propriété privée des moyens de production et la division de la société, en travailleurs d'une part et propriétaires de l'autre, constituent les caractéristiques essentielles du *capitalisme*, [Weber](#) y voit plutôt des phénomènes accidentels. De plus et c'est là ce qui sépare profondément et durablement Weber des marxistes, le *socialisme*, loin d'être à ses yeux le contraire du *capitalisme*, ne ferait qu'en renforcer et en élargir les propriétés essentielles : sous le *socialisme* la rationalisation, la bureaucratie et la mécanisation domineraient encore davantage la vie des hommes que sous le *capitalisme*. ». A ce sujet, [Robert Nisbet](#), écrit dans son ouvrage *La tradition sociologique* : « La bureaucratisation est selon Weber un processus historique qui explique ce qui distingue le monde moderne du monde médiéval Et pour [Weber](#) la bureaucratie peut être source de liberté comme de despotisme. De même que [Tocqueville](#) présentait la démocratie comme une phase dans l'Histoire de la collectivisation et de la centralisation du pouvoir, [Weber](#) y voit une manifestation de la bureaucratisation, et l'on trouve chez lui un écho de l'affirmation

tocquevillienne selon laquelle les progrès de la démocratie dans un pays donné peuvent se mesurer au nombre de fonctionnaires que celui-ci rémunère. **Weber** témoigne de l'existence d'un conflit entre démocratie et bureaucratie qui va s'intensifier dans les nations modernes. Comme **Tocqueville**, il perçoit la relation fonctionnelle existant entre ces deux réalités, chacune se développant parallèlement à l'autre, alimenté par le même ennemi les privilèges hérités. Mais comme **Tocqueville**, **Weber** aperçoit également que malgré la relation fonctionnelle existant entre ces deux forces le jour viendra où la démocratie ne pourra plus être fidèle à l'objectif moral qu'elle s'était fixée (la souveraineté populaire) et ce en raison de l'importance croissante de l'instrument par lequel s'exerce cette souveraineté à savoir la bureaucratie : le robot se retournera contre son maître. Cette déshumanisation de la démocratie constitue pour **Weber** un sujet de préoccupation croissante. ».



« Shoah » Œuvre de Jean-Philippe Cosse.

(Pour voir les autres œuvres sur le site de Jean-Philippe Cosse [cliquez ici](#))

Robert Michels dans son ouvrage intitulé *Les partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* (en 1908), constitue bien plus qu'une simple critique de la bureaucratie : c'est un examen approfondi de tous les aspects de la modernisation politique-

souveraineté populaire, système des partis, centralisation administrative, politisation des valeurs morales et culturelles sous la pression des masses. « le bureaucratisme » écrit [Michels](#) « est l'ennemi juré de la liberté individuelle, de toute initiative courageuse en matière de politique intérieure. Leur dépendance à l'égard des autorités supérieures étouffe chez la moyenne des employés la personnalité et contribue à imprimer à la société tout entière un cachet étroitement petit bourgeois et philistin. L'esprit bureaucratique abaisse les caractères et engendre l'indigence morale ... ». La critique de [Michels](#) porte aussi sur les partis, pour lui, la bureaucratie du parti « par son zèle, la conscience de ses devoirs et sa soumission à la hiérarchie, rivalise avec celle de l'Etat ... l'organisation cesse ainsi d'être un moyen, pour devenir une fin ».

C'est à la lumière de ce qu'il considère comme l'inévitable bureaucratisation de toute action politique que [Michels](#) énonce sa « loi d'airain de l'oligarchie » :

« qui dit organisation dit tendance à l'oligarchie. Dans chaque organisation, qu'il s'agisse d'un parti, d'une union de métier, etc ... le penchant aristocratique se manifeste d'une façon très prononcée. Le mécanisme de l'organisation, en même temps qu'il donne à celle-ci une structure solide, provoque dans la masse organisée de graves changements. Il intervertit complètement les positions respectives des chefs et de la masse. *L'organisation a pour effet de diviser tout parti ou tout syndicat professionnel en une minorité dirigeante et une majorité dirigée* ».

Cette analyse vise toute forme de « démocratie » et le sombre paragraphe qui constitue la conclusion de son ouvrage, est tout à fait dans la lignée de [Tocqueville](#) et [Weber](#) :

« Les courants démocratiques qu'on constate dans l'histoire ressemblent à des ondes qui se suivent. Ils se brisent tous contre le même écueil. Et à tout instant il s'en produit de nouveaux. C'est un spectacle à la fois réconfortant et attristant. Dès qu'elles ont atteint un certain degré de développement et de puissance, les démocraties commencent à se transformer peu à peu, en adoptant l'esprit et souvent aussi les formes de l'aristocratie, qu'elles avaient auparavant si âprement combattues. Mais contre la traîtresse se dressent sans cesse de nouveaux accusateurs qui, après une ère de combats glorieux et de pouvoir sans honneur, finissent par se mêler à la vieille classe dominante, cédant la place à des opposants nouveaux qui, à leur tour, les attaquent au nom de la démocratie. Et ce jeu cruel ne prendra probablement jamais fin ». On pourra, par exemple, au travers des concepts de démocratie participative ou de ligues, être moins pessimiste et fataliste que [Michels](#), sur l'évolution et la finalité d'une organisation humaine.

Je voudrais, ainsi, clore cette thématique sur la fonction de l'autorité selon [Durkheim](#), souvent bannie dans nos démocraties modernes, au nom de l'exacerbation de l'individualisme et de l'exaltation de la transgression :

Pourquoi la discipline est-elle, en réalité, bonne pour un fonctionnement démocratique de la société ? C'est à cette question que répond explicitement *L'Education morale* de [Durkheim](#), bien que l'on puisse aisément déduire cette réponse de chacune des autres œuvres de [Durkheim](#). La discipline, c'est l'autorité en action, et l'autorité est inséparable, indiscernable même, de la texture de la société. Comme il l'a déjà montré dans *De la division du travail social* et dans *Les règles de la société*, elle ne se manifeste que dans les différentes formes de contrainte qui sauvent, pour ainsi dire, l'individu du vide. Autorité et discipline constituent l'essence même de la personnalité : sans l'autorité, l'individu ne peut avoir ni sens du devoir ni même liberté. Sans les traditions, les codes et les rôles qui soumettent, canalisent ou freinent ce qu'il y a d'impulsif en l'homme, il ne saurait véritablement exister de société. Pour [Durkheim](#) il n'y a pas de société ni de moralité en l'absence d'une autorité s'exerçant sur la pensée et le comportement des individus.

Pour [Simmel](#), l'autorité a pour fonction l'intégration et la cohésion et permet, ainsi la consolidation de la personnalité ... « pour la majorité des individus la contrainte est irremplaçable car, tout en servant d'appui à leurs vies intérieure et extérieure, elle confère à celles-ci leur cohésion . » ([Simmel](#)). Dans son essai intitulé *La supériorité de l'individu sur la masse*, il analyse toutes les propriétés essentielles de l'Etat de masse moderne et qualifie celui-ci de « tragédie sociologique » parce qu'il réduit l'individualité à un niveau inférieur , c'est à dire, primitif et sensuel, qu'il gomme les différences entre individus et aboutit à constituer le plus petit dénominateur commun. Selon [Simmel](#), la masse est « un phénomène nouveau qui est constitué non de la somme des individualités de ses membres, mais seulement de la fraction de chacun d'entre eux qui coïncide avec tous les autres, et qui ne peut donc représenter que ce qu'il y a de plus bas et de plus primitif chez l'individu ». [Simmel](#) généralise son analyse et choisit de faire de la masse politique une catégorie universelle.

Guillaume ATTENCOURT